

Usines, gares, facs, lycées... Maintenant il faut y aller :

Occupations partout !



24 mai 1968 : occupation à l'usine Citroën du quai de Javel à Paris.

AFP/Jacques Marie

26 mars – L'énorme mobilisation du 23 mars a à nouveau montré la profondeur de la crise politique en France. Mais la tactique de l'intersyndicale est toujours de temporiser en espérant que Macron reconsidère la question. NON ! Tout le monde sait qu'il faut changer de braquet pour gagner. C'est le moment de battre le fer tant qu'il est chaud.

Toute la gauche, les militants syndicaux, parlent de grève générale et de bloquer le pays. De toute évidence, la grève générale ne va pas démarrer à l'initiative de Martinez et Berger. C'est à l'avant-garde ouvrière de se mobiliser pour le faire ! Dans le contexte inflammable actuel, une occupation déterminée d'usine ou de quelques postes d'aiguillage clés pourrait être l'étincelle de la grève générale. La classe ouvrière française n'est pas novice en la matière : Juin 36 et Mai 68 ont commencé avec des occupations parties d'en bas qui se sont répandues comme une traînée de poudre par-dessus la tête des dirigeants du mouvement ouvrier.

Comme le disaient des manifestants jeudi, il nous met 64, on lui Mai 68, pour faire tomber la réforme et le gouvernement ! ■

Macron dehors...

Suite de la page 4

les limites dictées par la bourgeoisie et cherchent à réconcilier ces deux camps. Berger comme Martinez, en dépit de leurs différences tactiques, partent tous les deux de la même prémisse fondamentale : c'est la bourgeoisie qui doit demeurer aux commandes de la société. Ils acceptent que le capitalisme français doive demeurer compétitif. C'est la classe ouvrière, qui résiste et se bat contre les attaques de la bourgeoisie, qui pousse ces directions déjà vendues à l'ennemi de classe à lutter. Mais parce que ces directions ont décrété d'emblée que la lutte ne sera pas menée de façon à faire avancer la prise du pouvoir par les travailleurs, elles ne peuvent au mieux que chercher à limiter les dégâts du côté de la classe ouvrière avec un « compromis » illusoire entre les intérêts du travail et du capital. Avec cette stratégie, c'est inévitablement la classe ouvrière qui perd et recule, pas la bourgeoisie.

Si on cherche une issue à l'intérieur du capitalisme, alors oui on fait du bruit, on cherche à se faire entendre, à convaincre Maignon et l'Élysée du caractère injuste de la réforme, mais on n'organise pas dès aujourd'hui la classe ouvrière avec les méthodes de lutte qui lui permettraient d'écraser Macron et les capitalistes derrière lui. Si, au contraire, on part de la nécessité de mener la classe ouvrière au pouvoir, alors on l'organise dès aujourd'hui avec des méthodes qui, bien qu'elles n'aient rien de révolutionnaire en soi, sont néanmoins essentielles pour quiconque comprend que l'enjeu, c'est quelle classe va l'emporter sur l'autre (fermeture des lieux de travail par des piquets solides que personne n'ose franchir, caisses de grève, organisation de la lutte contre les réquisitions et la répression des flics, qui sont le bras armé des capitalistes, etc.)

C'est une évidence que la classe ouvrière n'est pas préparée aujourd'hui à se lancer dans une lutte directe pour la prise du pouvoir. Mais c'est uniquement en l'organisant dès aujourd'hui vers cet objectif qu'on peut faire progresser sa lutte. C'est non seulement la meilleure garantie de faire plier la bourgeoisie sur les retraites qui, entre une menace à sa domination de classe et la possibilité

d'accorder un acquis choisira toujours la seconde option ; mais c'est aussi réellement la seule façon de résoudre ce conflit à l'avantage des travailleurs, c'est-à-dire en leur donnant une position de force à partir de laquelle préparer les prochaines étapes de la lutte pour débarrasser la société de la domination capitaliste une fois pour toutes.

Organiser la classe ouvrière vers cet objectif pose dès maintenant la nécessité de lutter pour une nouvelle direction des syndicats basée sur un programme révolutionnaire, et de lutter contre le principal obstacle que ce programme rencontre dans la gauche, à savoir la NUPES autour de Mélenchon. Or, c'est précisément sur ces deux tâches urgentes que la gauche échoue lamentablement en ce moment. Pour que ce programme devienne une véritable alternative, il faut d'abord consolider un pôle révolutionnaire et c'est une bataille qui doit commencer dans les groupes qui se réclament du marxisme.

Les « révolutionnaires » qui ne luttent pas pour une direction révolutionnaire

La gauche française foisonne de groupes qui se disent révolutionnaires et pour la « dictature du prolétariat ». Comment se fait-il alors qu'il n'y ait même pas de pôle révolutionnaire alternatif qui soit en compétition réelle avec les bureaucraties syndicales ? Tout simplement parce que ces groupes ne luttent pas pour remplacer les bureaucraties syndicales par... une direction révolutionnaire.

Des groupes marxistes comme Lutte ouvrière (LO) et Révolution permanente (RP), par exemple, n'ont aucune difficulté à critiquer les directions syndicales. RP dit même explicitement que le principal obstacle que la classe ouvrière rencontre actuellement, c'est la « direction conservatrice et institutionnelle du mouvement ouvrier » ; ils ajoutent :

« avancer dans la construction d'une représentation démocratique des secteurs en lutte, coordonnés à la base pour se doter d'une politique commune, est la seule manière d'aller vers une véritable grève générale, et d'offrir une alternative révolutionnaire à la politique timide et de conciliation de classe de l'intersyndicale. »

— revolutionpermanente.fr, 19 mars

Mais qu'est-ce que cela signifie pour eux d'offrir « une alternative révolu-

tionnaire » ? Simplement une direction plus combative, avec des méthodes de lutte plus radicales. RP s'attaque aux symptômes du problème, mais pas au problème de fond : le programme procopitaliste des directions actuelles. RP tape contre l'obstacle des bureaucraties syndicales avec « les comités de la base » et la « grève générale », mais sans poser la nécessité de **remplacer** les directions actuelles par des directions révolutionnaires. Ce n'est donc au fond qu'un programme de pression sur les bureaucraties syndicales pour qu'elles continuent de mener la lutte avec une mouture un peu plus radicale du même programme défaitiste.

Dans la lutte actuelle, la campagne centrale de RP est la construction du « Réseau pour la grève générale ». C'est une évidence qu'il doit y avoir grève générale. Mais toute la question, c'est quel programme doit diriger cette bataille. Et RP accepte que cette lutte, qui pose immédiatement la question « qui doit diriger toute la société : les travailleurs ou les capitalistes ? », soit menée par des vendus qui ont déjà réglé cette question du côté des capitalistes et qui trahiront forcément à la première occasion. D'appeler à la grève générale, mais sans lutter dès maintenant pour une direction prête à aller jusqu'au bout et à porter les travailleurs au pouvoir, cela ne peut que se conclure en désastre pour la classe ouvrière.

En maintenant leurs critiques des bureaucraties dans le cadre de la combativité, les groupes comme LO et RP **renforcent** en réalité le problème central auquel fait face la classe ouvrière. Sous la pression de la combativité, Martinez et Berger peuvent être conduits à lutter de façon plus radicale, mais leur programme voué à la défense des intérêts capitalistes signifie qu'ils vont inévitablement saboter la lutte des travailleurs à chaque étape. Aucune pression, aussi forte soit-elle, ne les poussera à abandonner ce programme procopitaliste pour un programme révolutionnaire : il faut une lutte politique pour les remplacer. En faisant pression sur les bureaucrates au niveau de leurs méthodes de lutte, mais en abandonnant le combat pour les remplacer, LO et RP servent ainsi de couverture de gauche pour les bureaucraties syndicales, y compris à travers les échelons inférieurs de la bureaucratie qu'ils

occupent, car ils bercent les travailleurs dans l'illusion que ces directions traîtres pourraient servir leurs intérêts si seulement on les pousse un peu plus à gauche.

La NUPES et Mélenchon enchaînent la lutte

Alors que ceux qui se disent pourtant révolutionnaires limitent pratiquement toute leur activité à la lutte économiste sur une base non révolutionnaire, la seule force politique à gauche en mesure aujourd'hui d'exercer une influence sur le mouvement et de l'attirer à elle, c'est la France insoumise de Mélenchon et la coalition NUPES qu'elle domine.

C'est précisément parce que la lutte des travailleurs est attelée au programme mélenchoniste qu'elle est paralysée en ce moment. Le programme politique et les méthodes de lutte qui permettraient à la classe ouvrière de l'emporter dans cette bataille vont nécessairement au-delà de ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Mais tout le programme de Mélenchon est basé sur l'allégeance au capitalisme français ; il ne propose en définitive qu'un autre chemin pour essayer de secourir l'impérialisme français moribond. Tant que Mélenchon et la NUPES maintiennent leur influence sur le mouvement ouvrier, cela signifie que les travailleurs demeurent pieds et poings liés et ne peuvent s'engager dans la seule voie qui puisse les mener à la victoire.

Pendant des années après Mai 68, la politique française a oscillé entre le PS et le PCF d'une part et l'UMP/LR de l'autre, chacune de ces coalitions infligeant alternativement une volée d'attaques contre la classe ouvrière. Le « régime macroniste » lui-même est le produit du fait que la succession de ces cycles est pratiquement arrivée au bout de ses possibilités ; il montre en même temps chaque jour de façon de plus en plus manifeste l'instabilité de la « démocratie libérale traditionnelle ». Ce sont les illusions brisées dans la gauche procopitaliste, en raison de ses propres attaques et de son incapacité à répondre à la misère, au chômage, aux problèmes fondamentaux de la société, qui ont conduit à son effondrement électoral et ont, d'un côté, pavé la voie au populisme de droite comme le FN/RN et, de l'autre, ont aussi créé une pression dans la gauche elle-même pour offrir une nouvelle issue

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez
Réalisation : V. Pielt
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par
la Société d'édition 3L, SARL au capital
de 1 000,00 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve



Date de bouclage pour ce numéro :
26 mars 2023

Contactez-nous !

  @leBolchevik_LTF

LTF : ltfparis@hotmail.fr

Paris :

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen :

LTF, Centre 316
82 rue Jeanne d'Arc
76003 Rouen
Tél : 09 73 62 16 10

spartacist.org

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros plus **Spartacist**

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Québec et Canada : 5 \$ (plus 2 numéros de **République ouvrière**)

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques : Société d'édition 3L
LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Québec et Canada – Chèques : Les éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

pour canaliser le mécontentement social. C'est à cette pression politique que répond Mélenchon. Son populisme de gauche ne sert qu'à pallier l'échec de la démocratie libérale, à canaliser dans une autre voie capitaliste les aspirations sociales de même que les craintes envers la droite réactionnaire.

En effet, qu'est-ce qui distingue le programme de Mélenchon de ce que la gauche réformatrice a promis pendant des années ? Soit, il promet la retraite à 60 ans et quelques autres réformes soutenables. Mais comment compte-t-il les mettre en œuvre là où le PS/PCF a trahi monumentalement ? En convoquant une assemblée constituante pour fonder une VI^e République ? Mais on ne résout pas le déclin de la bourgeoisie française en réécrivant ses textes de loi ! Et Mélenchon veut aussi être le président « de tous les Français », ceux qui sont à la tête de Total comme les travailleurs des raffineries que Total exploite. Or, pour que la classe dirigeante française se maintienne et continue d'amasser des profits, il faut que les conditions des travailleurs se dégradent. On ne peut pas réconcilier ces intérêts opposés.

Taxer les riches, les convaincre de faire leur « juste part » ? Mais on ne résout pas les problèmes fondamentaux de la classe ouvrière, le logement, les services publics décrépits, en jonglant avec quelques miettes de plus dans le budget capitaliste. Et la bourgeoisie française aurait tôt fait de se débarrasser du gouvernement plutôt que de se voir déposséder peu à peu. Le programme mélenchoniste basé sur l'inviolabilité de la propriété privée garantit qu'il trahira ses prétentions « progressistes » au moindre obstacle.

Qu'en est-il du PS et du PC ? Dans la mesure où ils ont encore quelque influence dans la classe ouvrière, c'est justement parce qu'ils se sont accrochés à LFI et la NUPES comme à une bouée de sauvetage, agissant comme un groupe de pression (souvent de droite) sur celle-ci et ayant démontré leur abandon de la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière.

Non, il n'y a vraiment aucune force réelle qui ait même la prétention de pouvoir organiser la lutte des travailleurs pour les porter au pouvoir. Il faut donc construire cette force de toutes pièces et forger un parti qui lutte pour un gouvernement ouvrier.

Et qu'est-ce que la gauche marxiste a à offrir sur cette question ? Il y a d'abord les groupes qui capitulent ouvertement à Mélenchon et qui le soutiennent carrément : Révolution, Gauche révolutionnaire, le Nouveau parti anticapitaliste (Besancenot). Mais les groupes comme LO et RP, qui sont pourtant opposés à Mélenchon, capitulent eux aussi devant ce dernier en refusant de combattre son influence politique dans la classe ouvrière. RP affirme par exemple que « ce n'est pas avec une politique extérieure au mouvement ouvrier, comme celle proposée par Mélenchon et LFI, qu'il est possible de surmonter l'obstacle qu'elle [la bureaucratie syndicale] représente » et que « le rôle de LFI dans la lutte actuelle montre que cette perspective conduit à une impasse » (26 février). Oui, en effet, on ne peut pas lutter contre les bureaucraties syndicales avec le programme de Mélenchon (pas plus qu'avec le pro-

gramme de RP d'ailleurs...). Mais la seule manière de combattre l'influence politique de Mélenchon, c'est justement avec un programme allant au-delà du cadre économiste de RP et qui pose dès maintenant la nécessité d'une direction révolutionnaire, ce pour quoi ils refusent de lutter dès maintenant.

Si on ne cherche qu'à alimenter la combativité de la classe ouvrière, mais sans l'organiser en une force politique indépendante qui luttera pour le pouvoir, alors pas besoin de lutter contre les obstacles politiques qui se dressent sur cette voie. RP s'aventure parfois un tant soit peu hors de sa perspective purement économiste, par exemple lorsqu'ils disent qu'en s'inspirant de la Commune de Paris « il faudrait remplacer ces institutions pourrissantes [le président, le

Sénat et toute la V^e République] par une chambre unique, concentrant les pouvoirs législatifs et exécutifs, dont les élus soient rémunérés au salaire médian et révocables » (18 mars). Mais Mélenchon aussi veut abolir la V^e République et le Sénat ! Sans dire explicitement que c'est la classe ouvrière, organisée avec ses propres organes de pouvoir, des conseils soviétiques, qui doit se débarrasser de toutes ces institutions pourries y compris par une lutte contre Mélenchon, la perspective de RP ne sert en réalité qu'à faire le pont vers le programme de LFI et la NUPES.

C'est de toute urgence qu'il faut construire et consolider un pôle révolutionnaire en opposition aux directions actuelles du mouvement ouvrier ! Pour gagner la bataille des retraites, saisissez-

vous du programme suivant, partagez-le dans vos milieux de travail, vos syndicats et vos assemblées générales :

- **Macron dehors ! Travailleurs au pouvoir !**
- **Forgeons un parti qui lutte pour un gouvernement ouvrier**
- **Rompez avec le populiste Mélenchon et la NUPES**
- **Remplaçons les bureaucrates par une direction révolutionnaire des syndicats**
- **Fermeture des lieux de travail par des piquets que personne n'ose franchir**
- **À bas l'OTAN, l'UE et l'impérialisme français ! Pour les États-Unis soviétiques d'Europe !**

Meeting-débat de la LTF

Macron dehors ! Travailleurs au pouvoir ! Pour une direction révolutionnaire des syndicats

Mardi 4 avril, 19h30

Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

(Métro ligne 9, station Rue des Boulets)

Pour tout contact : 01 42 08 01 49 – ltfparis@hotmail.fr



n° 45, novembre 2022
(72 pages)
2€ 2\$Cdn

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du Comité exécutif international en allemand, anglais, espagnol et français, Spartacist est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



À bas l'UE et l'OTAN !



Il faut rompre avec les dirigeants ouvriers traîtres - Reforgeons la IV^e Internationale !



Convention d'un centre de quarantaine Covid dans le province de Hebei en janvier 2021. Colporteurs la nuit à un point de vente de produits d'entretien par la Covid dans la province de Jiangxi en août 2021.

Pour toute commande
France : LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L)
Québec et Canada : Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8 (chèques à l'ordre de : Les Éditions collectives)
Disponible sur le site web de la LCI : icl-fi.org/francais/spf/45/

Macron dehors ! Travailleurs au pouvoir !

Pour une direction révolutionnaire des syndicats

Nous reproduisons ci-après la déclaration de Spartacist parue le 22 mars.

Cela fait plus de deux mois que les travailleurs se battent contre la réforme des retraites de Macron. Avec le recours au 49.3 du gouvernement, beaucoup réalisent à présent que la stratégie qui dirige leur combat s'est révélée absolument déficiente. Les grèves sporadiques et les manifestations de masse dans l'attente d'une solution parlementaire venant de la NUPES ont mené droit dans le mur. La réforme vient de passer, et la seule perspective politique offerte à la classe ouvrière, c'est de continuer tête baissée sur la même voie qui a conduit à cet échec. La colère déborde, et la France est une fois de plus au bord de l'explosion sociale.

C'est une évidence que le conflit n'est pas d'ordre économique, mais fondamentalement politique. Cela fait des années en fait que la bourgeoisie française et la classe ouvrière sont engagées dans cette guerre de classe, et des années que la condition de la classe ouvrière recule

faut d'un programme à la hauteur de la tâche politique qui est posée pour elle. 2003 (loi Fillon sur les retraites), 2010 (retraite à 62 ans au lieu de 60), 2016 (loi El Khomri), 2018 (statut des cheminots), 2019 (retraites encore) : les travailleurs font preuve d'un héroïsme sans borne, prêts à des sacrifices personnels considérables pour défendre leurs acquis. Pourtant, cela finit en défaite et leur condition ne cesse de s'éroder. Pourquoi ?

En bref, c'est à cause des directions actuelles du mouvement ouvrier et du programme politique avec lequel elles mènent cette lutte depuis des décennies. Les travailleurs font face à un ennemi déterminé, une bourgeoisie acculée, au pied du mur, qui pour se maintenir n'a aucune autre option sinon d'écraser la classe ouvrière et de *casser* sa résistance. La classe ouvrière, elle aussi, n'a qu'une seule option en réalité pour résoudre ce conflit dans ses intérêts : il faut qu'elle chasse cette classe parasitaire et réorganise toute la société sous un gouvernement qui servira ses intérêts, un *gouvernement ouvrier*. Tout le nœud

du problème, c'est que les bureaucraties syndicales refusent de même poser la question de porter la classe ouvrière au pouvoir. Parce que les travailleurs sont dirigés dans cette guerre selon un plan de bataille qui ne pose pas la nécessité de *vaincre* la bourgeoisie, mais qui enferme en réalité leur lutte dans les limites fixées par la bourgeoisie elle-même, ils sont paralysés, dans l'incapacité de même faire reculer la bourgeoisie, et ce sont eux qui subissent défaite après défaite.

D'un côté de la ligne de front, l'impérialisme français est en déclin depuis au moins cent ans et se démène non pas pour demeurer une puissance de premier ordre, mais même seulement pour ne pas être relégué en quatrième division. Pour maintenir un certain degré de compétitivité économique, le capital français pourrissant doit impérativement s'attaquer à tous les acquis de la classe ouvrière. Que ce soit Macron, Le Pen ou Mélenchon, le commandant en chef aux commandes de l'État capitaliste français n'a pas d'autre choix que de mater la classe ouvrière pour ouvrir tout grand la

porte à l'ordre du jour réactionnaire du capital, fait d'austérité et de dégradation des salaires et des conditions de vie.

De l'autre côté de la ligne de front, tout le monde voit bien en fait que ce sont les bureaucraties syndicales actuelles qui font obstacle à cette bataille. Ce n'est un secret pour personne : les travailleurs sentent bien que leurs directions font tout leur possible pour maintenir la lutte dans un cadre légaliste « acceptable » pour les capitalistes, et la gauche marxiste le dit ouvertement. Les critiques sur les méthodes de lutte des bureaucrates fusent de toute part. Mais personne ne lutte pour résoudre le problème de fond duquel découle toute la stratégie perdante des bureaucrates syndicaux : leur programme procapitaliste.

La bourgeoisie est dans un coin, la classe ouvrière dans l'autre : le conflit ne peut se résoudre que par la victoire d'un camp sur l'autre. Mais au lieu de chercher à résoudre le conflit par une victoire des travailleurs écrasant la bourgeoisie, les bureaucrates acceptent toutes

Suite page 2